L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : rue de Chartres No. 73. NOUVELLE-ORLEANS, JEUDI MATIN, 29 NOVEMBRE 1888. 62me Année

Dufour & Donnet,
Propriétaires-Editeurs.

Entered at the Post Office at New Orleans, La., as Second Class Matter.

NOUVELLE-ORLÉANS.
JEUDI, 29 NOVEMBRE 1888.

PRIX DE L'ABONNEMENT.

ÉDITION QUOTIDIENNE.

Un an	$12 00
Six mois	6 00
Trois mois	3 00
Un mois	1 00

On s'abonne aussi, à la semaine, avec les porteurs.

ÉDITION DU DIMANCHE.

Un an	$2 00

ÉDITION HEBDOMADAIRE.

Un an	$3 00
Six mois	1 50
Quatre mois	1 00
Trois mois	75

☞ Pour les petites annonces de Demandes, Ventes et Locations, etc., qui se soldent au prix réduit de 10 cts la ligne, voir la 2e page.

La question des chemins de fer et de la production à la Nouvelle-Orléans.

La Nouvelle-Orléans est peut-être—nous dirions, volontiers, certainement—le point intermédiaire de trafic international et national le mieux situé qu'il y ait au monde; il n'y a, pour s'en convaincre, qu'à jeter les yeux sur la carte. Vous pouvez parcourir du regard cette de l'Europe, vous n'y trouverez, nulle part, un centre populeux jouissant, au point de vue géographique, des mêmes avantages. Pour enlever à notre ville cette position privilégiée, il faudrait un bouleversement du continent américain, qui déplaçât la Vallée du Mississippi, détournât le cours du fleuve, tarit les sources des tributaires qui l'alimentent, ou rejetât d'un autre côté, à droite ou à gauche, son embouchure dans le Golfe.

Il en est ainsi non seulement pour le transport des denrées de la plus grande vallée du globe avec l'ancien et le nouveau Mondes, mais encore pour le trafic intérieur des Etats-Unis. Ce n'est pas arbitrairement, par fantaisie, pour nous être agréable, que les compagnies de chemins de fer ont choisi notre port comme point principal où elles traversent le fleuve, pour faire communiquer le Nord-est et le Sud-est avec le Sud-ouest et le Far West. Elles ont agi ainsi, parce qu'elles ne pouvaient faire autrement. En effet—et ici nous touchons—les deux trafics du Nord au Sud et de l'Est à l'Ouest se concentrent, s'unissent et peuvent faire leurs échanges. C'est là-dessus que s'est basée, jadis, toute l'activité de notre métropole, et nous devons ajouter que, pendant longtemps, l'idée était juste; elle devait être pour nous une source de prospérité et elle l'a été jusqu'après la guerre. C'est à partir de ce moment que nos destinées ont changé, que la gêne a commencé à se glisser parmi nous, s'y faire, chaque jour, plus profondément sentir. C'est qu'il s'était produit, dans les moyens d'échange, une grande révolution.

La rapidité des transbordements pour les navires et du passage, d'un côté à l'autre du fleuve, pour les trains de chemin de fer, est devenue telle, que nous avons de la peine à nous apercevoir de l'immense mouvement qui s'opère sous nos yeux, et que toute cette activité à laquelle nous assistons, presque les bras croisés, ne laisse rien à faire à ceux qui tombe dans nos cadres. Ainsi dans que les chemins de fer vinent, avant tout, des transports de marchandises, il leur arrive souvent, de ne détourner pas moins à l'Ouest et à l'Est, pour traverser telles ou telles manufactures qui se trouvent à droite et à gauche de leurs voies, et de faire adhérer les chargements et les déchargements qui devraient s'opérer chez nous de sorte qu'il n'est arrivé jusqu'à nous que le net général qui, parti d'un point extrême, ne rencontrant un autre point extrême, ne fait que passer devant notre port, traverser le Mississippi, avec la rapidité de l'éclair, pour ne jamais s'en arrêter.

Ayons-nous le droit de nous en plaindre? Non. C'est là nécessité qui force les chemins de fer à agir de la sorte. La concurrence les y contraint tous. Il s'agit pour chacun d'eux d'une question de vie ou de mort; et, celui qui arrive le premier, qu'importe la ruine des autres. Le bien économique le veut ainsi; toutes nos plaintes n'y changeront rien.

Nous avons beau dire que les chemins de fer nous ruinent, ce qui peut être vrai, parce que nous ne sommes pas placés dans les conditions économiques voulues par le progrès—nous ne empêcherons pas de continuer leur trajet rapide, de lui donner plus de vélocité encore, s'il leur est possible. En cela, ils font leur métier, ils exercent un droit suivre aux mêmes, puisqu'il est de leur intérêt de faire vite leur besogne; ils remplissent un devoir envers les producteurs qui leur ont confié leurs marchandises, envers les consommateurs qui les attendent avec impatience.

Nous ne les empêcherons pas non plus de supplanter les bateaux à vapeur, toutes les fois qu'ils le pourront, si le commerce général en profite. Quant à essayer de retarder leur course, c'est vouloir leur marche, chose fait pas passer; s'ils trouvent un obstacle chez nous, ils iront ailleurs et prendront une autre route. C'est encore tout, en définitive, qui seront les victimes.

Les voici qui tentent de nous serrer encore la ceinture, d'établir un chemin de fer de ceinture qui leur permettra de faire tout leur travail de transbordement bien plus rapidement qu'à présent et presque en dehors de la ville. Est-ce un bien pour le commerce en général? Oui, sans doute; cela ne fait pas l'objet d'aucun doute. Est-ce un mal pour nous? Incontestablement, mais un peu par notre faute, parce que nous n'avons pas compris, à temps, que la révolution économique qui se faisait sous nos yeux et dont nous n'apercevions absolument rien, nous forçait à chercher une autre voie, un autre but à notre activité.

Du moment que nous nous sommes aperçus que le trafic de transit ne rapportait plus, ne *payait* plus—comme disent les Américains—nous devions cesser de lui demander tout nos moyens d'existence et nous mettre, comme tant d'autres, dans la production. Là est l'ancre du salut. Le jour où nous deviendrons une ville manufacturière, nous verrons doubler notre population et venir à nous les capitaux en abondance—nous osons même dire, plus abondamment qu'ailleurs, pour cette simple raison qu'ailleurs, précisément à cause des moyens de communication tout à fait exceptionnels que nous possédons. Tout le monde sait que l'industrie se compose de deux éléments qui, pour être distincts, n'en forment pas moins un seul tout dont chaque partie est inséparable de l'autre: la production et la consommation, l'offre et l'achat. C'est celui qui a des plus grandes facilités pour le placement de ses marchandises, les moyens de communication les plus rapides, les moins onéreux, qui l'emporte.

Le jour où nous serons devenus producteurs, tout les chemins de fer, dont nous nous plaignons aujourd'hui, deviendront pour nous de fort puissants auxiliaires: ils nous inviteront eux-mêmes à doubler, à tripler le nombre de nos fabriques. N'y sont-ils pas éminemment intéressés?

N'ont-ils pas cent routes différentes pour transporter, d'ici aux quatre coins de l'horizon, les produits que nous leur confierons? Nous leur reprocherons d'être durs, injustes même, à notre égard: de nous faire payer bien cher le peu d'articles qu'ils nous apportent. Ils en agiraient tout autrement, si nous leur fournissions du frêt en grande quantité; ils s'empresseraient de nous traiter comme ils traitent le Nord, de baisser pour nous, autant que possible, les prix de transport; ils renouveleraient, à l'égard de nos marchands, de nos fabricants, ce que nous leur voyons faire, à chaque instant, pour les trains d'excursion—ce que l'on appelle le rabais—marchant bien qu'ils trouveraient, dans l'énorme quantité de frêt que nous leur fournirions, une ample compensation à la légère diminution qu'ils accorderaient à chacun en particulier. Ces choses-là sont si élémentaires, qu'on s'étonne, quelquefois, d'être obligé d'y insister.

La New Orleans Swamp Land Reclamation Company.

Voici, enfin, une entreprise éminemment utile, essentiellement pratique, très sensée surtout, s'attachant à améliorer, non un quartier excentrique que ne fréquente qu'une classe assez peu nombreuse de la population de notre ville, mais la partie centrale même, celle où tout aboutit, où devrait s'être groupée la masse des habitants et dont les améliorations profiteront nécessairement à tous.

On sait que le drainage de la Nouvelle-Orléans est la grande question à l'ordre du jour. A la façon dont on entend l'exécuter, avec les millions des contribuables et l'intervention de l'administration, il y a peut à parier contre un que nous ne l'aurons pas de longtemps. Eh bien, l'entreprise qui nous occupe n'est pas autre chose qu'une forme du drainage; elle est appelée à en précipiter l'exécution, en la rendant plus facile, plus simple et moins dispendieuse.

Nous voulons parler de la Compagnie fondée depuis quelques mois, sous le titre de "New Orleans Swamp Land Reclamation Co." Il suffit de quelques mots pour faire comprendre l'importance de l'œuvre qu'elle entreprend et les avantages immenses que notre métropole doit y trouver.

Tout le plan repose sur ce fait, que la Nouvelle-Orléans est assise sur un terrain marécageux ayant d'un côté, un grand fleuve; de l'autre un grand lac, entre lesquels elle forme une sorte de vallée humide dont le centre est à peu près inhabitable.

Comment s'est-il passé plus d'un siècle, sans que l'on ait travaillé sérieusement à faire disparaître ces marais, à dessécher ce sol, de façon à permettre aux habitants de s'y installer en toute sûreté, sans redouter les inondations et les fièvres paludéennes, c'est ce qu'il est difficile de s'expliquer; mais mieux vaut tard que jamais. Une compagnie vient de se former précisément dans le but d'améliorer les terrains qui s'étendent entre la partie habitée de la Nouvelle-Orléans et le lac et, comme on va le voir, elle a eu le bon esprit de mettre de côté tout esprit de coterie, toute préférence de quartier; elle est allée droit au but, au plus pressé; c'est à la partie centrale de la ville qu'elle s'attaque et elle le fait avec autant de bon sens que d'impartialité.

Comme nous le dit en excellents termes la Compagnie, elle s'est organisée pour amender, améliorer, "réclamer" les parties inhabitables de la Nouvelle-Orléans et arriver peu à peu à un drainage complet de la ville.

Pas un sou dollar n'a encore été payé par les actionnaires. Ce n'est pas une spéculation qu'elle entreprend, c'est une œuvre dont chaque souscripteur doit tirer profit, car nous supposons que les propriétaires du sol seront les premiers à prendre des actions dans une entreprise dont ils doivent être les premiers bénéficiaires.

Il n'y a de préférence pour aucune action, quel qu'en soit le porteur.

Le capital est fixé à $500,000 divisés en actions de $10 chacune. L'intention des fondateurs de la Compagnie en mettant les actions à bas prix et en en créant un si grand nombre, est de faire une œuvre, avant tout, populaire, en fait, comme elle l'est dans l'esprit des membres fondateurs.

Rien ne sera commencé, pas un sou ne sera dépensé avant souscripteurs, avant qu'on ne soit arrivé au montant de $50,000. Il y a maintenant déjà 2,100 actions de souscrites, soit $21,000, et, chaque jour, grossit le nombre des actionnaires. Il est à espérer qu'en trois jours de temps, le chiffre demandé sera obtenu, dépassé même.

Voici comment se compose le bureau de la direction: MM. Ch. Lonque, président; James Cochran, Alf. A. Mims, Richard Viterbo, Henry Beer.

Nous ne pouvons entrer ici, en détail; il est de la dernière importance pour nos lecteurs—commencera ses opérations dans le District situé entre l'ancien bassin et le nouveau, rue Broad et les cimetières. C'est au milieu de cet espace que se prolonge la ligne du Canal.

Aussitôt que les souscriptions auront atteint $50,000, il sera convoqué un meeting des propriétaires de cette section. On leur demandera de transférer à la Compagnie leurs terres actuellement sans valeur, en échange de leurs actions de la Société. Toute transaction se fera d'après les estimations d'experts assermentés et d'une honorabilité reconnue. La compagnie fera avec la ville un contrat par lequel elle s'engagera à nettoyer les canaux qui se trouvent dans cette section et à installer de nouvelles machines, une Bienville.

Elle entreprendra aussi de combler une grande quantité de lots de terrain et d'îlets, en y jetant du sable qu'elle y transportera sur des barges, on par le moyen de fer. Le calcul en a été fait; chaque yarde cube comblée ne coûtera pas plus de 10 cents.

Les terrains ainsi comblés, tripleront, quadupleront, de valeur, et la Compagnie les rendra ensuite à un prix élevé dont le bénéfice reviendra aux actionnaires. On voit qu'il y a là une bonne spéculation à faire et que l'on a tout à gagner à prendre part à cette utile et patriotique entreprise.

Revue des Deux Mondes.

Livraison du 15 nov. 1888.

SOMMAIRE.

I—**La Croix Rouge de France.**—II—**La guerre franco-allemande. Les lambes de la captivité, le personnel et le matériel**, par M. Maxime Du Camp, de l'Académie française.
II—**Le Joug**, dernière partie, par M. Rugon Duvigneau.
III—**L'Etat moderne et ses fonctions.**—III—**Les travaux publics. L'Etat central et les municipalités**, par M. Emile Levasseur, de l'Institut de France.
IV—**Un roman virginien**, par M. Th. Bentzon.
V—**Etudes sur le XVIIe siècle.**—**Littérature et Jansénisme**, par M. Ferdinand Brunetière.
VI—**Après les manœuvres.**
VII—**Revue musicale.**—**Musique de piano et "Lieder" de M. Tschaikowsky.**—**"Athalie" avec la musique de Mendelssohn**, par M. Camille Bellaigue.
VIII—**Revue dramatique.**—**Comédie-Française, "Pepa"; Odéon, "Calligula".**
IX—**Chronique de la quinzaine. Histoire politique et littéraire.**
X—**Le mouvement financier de la quinzaine.**
XI—**Bulletin Bibliographique.**

Stimuler les facultés, activer la circulation, pourvoir le sang, par l'emploi de la Salsaparille d'Ayer.

SUR LES COTES DU ZANGUEBAR.—L'ACCORD DE L'EMPIRE ALLEMAND AVEC L'ANGLETERRE.—Le Moniteur de l'empire allemand a publié la convention avec l'Angleterre au sujet de la répression de l'insurrection sur les côtes du Zanguebar et de l'établissement du blocus. Il n'est rien dit au sujet du "droit de visite réciproque". L'Allemagne se déclara seulement disposée à faire, d'accord avec l'Angleterre, des démarches pour le faire reconnaître. Par le traité du 29 mai 1845 avec la France, lequel abroge les conventions des 30 novembre 1831 et 22 mai 1833 établissant le droit de visite réciproque, l'Angleterre avait pris l'engagement de surveiller la traite dans ces régions. Elle ne l'a fait ni sur terre, ni sur mer. Le commerce d'exportation d'esclaves dans ce pays n'est pas nouveau; mais il se faisait autrefois par Karthoum. Sur la côte du Zanguebar et à terre, les Anglais n'ont jamais combattu l'esclavage; leurs missionnaires ne l'ont pas proscrit, l'Evangile à la main. L'évêque anglican de cette partie de l'Afrique prétend que si les Allemands veulent faire cesser le trafic des esclaves, c'est parce que l'exportation fait renchérir l'article et prive leurs colons d'auxiliaires nécessaires pour l'exploitation des plantations. M. Smythies, qui est l'évêque en question, n'hésite pas à qualifier de bévue (*blunder*) la conduite de lord Salisbury. Les Anglais, selon lui, n'ont rien à redouter dans ces parages, et le blocus seul pourra leur créer des dangers. D'autre part, ce "*patriotic Briton*" affirme que ce sont les procédés grossiers, cruels et tyranniques des agents allemands qui ont provoqué l'insurrection. "*Their conduct was overbearing*" (leur conduite était altière,) dit le chef des missions anglaises et ils valent même la prétention de se loger chez les missionnaires sans leur en demander la permission!

LOUISIANE.

Le *Commercial*, Lac Charles, paroisse Calcasieu, du 24 novembre:

On construit plusieurs bâtisses près de la gare du chemin de fer. Le commerce est bien languissant, mais le bâtiment va toujours.

—Le chemin de fer de Dallas et Nouvelle-Orléans est, en vertu de sa charte, autorisé à se relier à celui de Fort Worth et Denver, à Fort Worth. De là, il va, par Dallas, à la frontière de la Louisiane, paroisse Calcasieu. La compagnie va maintenant pénétrer dans notre Etat et traverser la Nouvelle-Orléans. Ses bons sont placés à Londres, et les travaux de Fort Worth à Dallas seront probablement réglés, le mois prochain.

Le chemin de Dallas traversera directement la grande forêt de pins de l'est du Texas et de l'ouest de la Louisiane, et quand la ligne sera achevée, elle formera une voie directe de la Nouvelle-Orléans à Denver. On espère commencer les travaux sur les deux divisions de ce chemin: 1. de Fort Worth à Dallas; 2. on construira une autre ligne, à droite et à gauche, ou, plutôt, au nord-ouest et au sud-ouest, à partir d'un "crossing" établi sur le chemin de fer International, se reliant aux deux divisions de Dallas."

Ce qui précède indique la construction d'une nouvelle ligne de fer, qui, après son achèvement, sera d'une grande importance pour notre paroisse, surtout pour notre ville. Si elle traverse la partie Nord elle fera hausser considérablement la valeur du sol, dans cette partie; la richesse de la paroisse s'en accroîtra d'autant, à cause des scieries qui s'établiront le long de la voie et des fermes qui s'y fonderont.

Tout cela hâtera, évidemment, la division de la paroisse en deux. Mais si le chemin court parallèlement à la voie actuelle et à une assez petite distance, alors Lac Charles, Welsh, Jennings et toutes les petites localités en souffriront tandis que la paroisse y gagnera.

Pourquoi ne pas établir ici la connexion avec le Southern Pacific et aller ensuite droit à la Nouvelle-Orléans? Où se fera cette connexion? A Lac Charles, à Welsh, à Crowley, à Rayne, à Lafayette? Car il n'y a pas de probabilité d'une ligne parallèle partant de la Nouvelle-Ibérie. Ce sera, pour l'endroit où elle aura lieu, un coup de fortune.

Le *South*, Plaquemine, paroisse Iberville, du 24 novembre:

M. J. I. Dupuy a parcouru notre localité, jeudi dernier. Il nous rapporte que sur son habitation, la canne a beaucoup souffert de l'ouragan d'automne. Il a plus planté que l'an dernier et, cependant, le rendement est moindre.

—Sur son habitation Cora, le général Adolphe Meyer fait, nous dit-on, trois boucauts trois quarts de l'acre; c'est le meilleur rendement dont nous ayons entendu parler jusqu'ici.

—Le chemin qui va aboutir au Village Indien, sur le bayou Plaquemine, sera achevé bientôt. Cette idée fait jubiler nos populations qui vont être enfin mises en rapport avec le reste du monde.

Déjà le "Plaquemine Lumber and Improvement Co." est à l'œuvre sur sa nouvelle scierie. Avant longtemps, cette région sera prospère. La compagnie doit inviter la Presse à inspecter ses machines; c'est le meilleur moyen de se rendre compte des avantages qu'en retirera la communauté.

—Que notre population consacre toute son énergie au développement des ressources de notre région, c'est-à-dire à l'amélioration de nos terres, de nos barrières, de nos maisons, de nos animaux, et, dans quelques années, notre paroisse jouira d'une prospérité dont elle n'avait pas l'idée avant la guerre. Quand le fermier produit plus que pour ses besoins, sa famille peut jouir du confort que donne la richesse; il a créé un marché dont pour lui-même, et celle-ci dont, il peut l'approvisionner aux améliorations de sa ferme. Il se soutient lui-même, et, avec le temps, il acquiert ce qu'on appelle l'aisance, quelquefois la richesse. Il n'est pas de fermier qui, faisant la culture avec intelligence et d'une façon pratique, ait besoin d'avances d'argent. Nos terres sont riches et rendent abondamment au fermier ce qu'il lui a donné.

—Au risque de passer pour nous répéter sans cesse, nous devons redire que la division des propriétés est une nécessité indispensable. Il est inutile d'inviter les immigrants des autres Etats à venir dans le nôtre, si nous ne leur offrons aucun avantage. Que le fermier divise ses propriétés en lots de 10 ou 40 acres; qu'il les vende en lots aux immigrants à un prix convenable. C'est le moyen de faire hausser la valeur du sol et de le peupler d'habitants vraiment utiles.

—Décédée, à l'âge de 41 ans, à Plaquemines, Mme Adolphe Hébert, née Christin.

—Décédé, au "Central House," Plaquemine, M. Wm E. Lawes, à l'âge de 40 ans.

Le *Farmer*, Covington, paroisse St-Tammany, du 24 novembre:

La roulaison est générale dans la paroisse, et les mélasses nous arrivent en grande quantité.

—Les bâtisses de la poterie de M. Bercegeay sont presque achevées. Les travaux commenceront dans deux semaines environ.

—M. Vincent Ball qui, en abattant des pacanes, a été pris d'une attaque et s'est affaissé sur le sol, se blessant grièvement, est beaucoup mieux, nous assure-t-on.

—Le surintendant de l'enseignement a fait la distribution proportionnelle du fonds des écoles restant au trésor, entre les différentes paroisses de l'Etat, sur la base de 18 cents par chaque habitant entre l'âge de 10 et de 21 ans, conformément aux données de la dernière statistique de la population. Le montant du revenu de 1887 est de $60,408, dont $34,142 65 proviennent de la succession de Kate Townsend. La part de St-Tammany sur ce fonds est de $550 20.

—On nous écrit, de Mandeville, à la date du 22 novembre:

Nous avons eu, cette semaine, un temps extrêmement désagréable, couvert, pluvieux, neigeux; néanmoins M. Gaudot, qui a acheté la propriété Laprime, est en train de planter des vignes. Il a l'intention de s'établir, d'une façon permanente, dans notre localité, et d'y fabriquer du vin.

"M. Whitmore, représentant la maison Martinez et Bros., a traversé notre petite ville, hier; nous l'avons rencontré chez M. Ribara. Il a l'intention d'approvisionner toute la paroisse de chaussures.

"Mandeville, grâce à sa proximité de la Nouvelle-Orléans, va devenir un rendez-vous d'hiver pour les habitants du Nord, attendu qu'il se passera bien du temps avant que la Floride se relève du désastre qu'elle vient d'essuyer, qui a affolé la population et a jeté la terreur au loin. Ce dont a le plus grand besoin notre localité, c'est un moyen de communication prompte et quotidienne avec la Nouvelle-Orléans.

"MM. Poitevant et Favre s'occupent activement d'établir un embranchement partant de leur chemin. Avant longtemps, Mandeville sera relié à Abita Springs, par une ligne ferrée."

Le Rénovateur des Cheveux, de Hall, est recommandé officiellement et sans réserve, par l'essayeur de l'Etat du Massachusetts.

LA SITUATION EUROPÉENNE—UNE DÉPÊCHE IMPORTANTE ADRESSÉE, DE BERLIN, AU "STANDARD", DE LONDRES, DU 15 NOVEMBRE.—Le *Standard* publie la dépêche suivante, que son correspondant berlinois a puisée, sans doute, comme d'ordinaire, aux bureaux de la Wilhelmstrasse:

"L'inquiétude concernant les chances du maintien de la paix s'est notablement accrue à Berlin. En fait, la situation internationale a complètement changé depuis la semaine dernière.

"Non seulement le nouvel emprunt russe est regardé avec la plus grande méfiance, mais encore le flirtage franco-russe devient de plus en plus critique.

"Certes, je ne veux pas dire que la guerre soit imminente. Je dis seulement que la confiance dans la paix est encore une fois ébranlée, et que, dans le ciel politique, se rassemblent des nuages qui se dissiperont peut-être, mais qui peuvent tout aussi bien crever en orage de guerre."

Espagne.

L'ambassade d'Espagne à Paris a communiqué la note suivante aux journaux de la capitale:

"Un journal du matin parle d'une demande d'intervention de l'Allemagne en Espagne, demande adressée par la reine régente au gouvernement de Berlin. Cette nouvelle est si invraisemblable qu'elle mérite à peine d'être relevée. La reine régente d'Espagne a si peu besoin de l'assistance d'une puissance étrangère que pendant les manifestations contre les conservateurs, dans Maria Christina a fait une longue promenade à travers les rues les plus animées de Madrid, à pied et sans escorte, étant partout l'objet du plus respectueux et sympathique accueil."

Madrid, 16 novembre.

Faisant allusion aux promesses d'extension dans le Nord de l'Afrique pour prix de son adhésion à la triple alliance faite à l'Espagne par le gouvernement allemand, le *Correo*, journal ministériel, dément formellement que l'Espagne ait l'intention de s'immiscer dans les questions internationales.

Il ajoute:

"Le protectorat sur le Maroc, qu'on représentait comme le prix de notre intervention dans les guerres des grandes puissances, n'existe en aucune façon notre envie.

"Selon nous, il ne constituerait pas pour l'Espagne un avantage aussi grand que quelques-uns se le figurent."

Le conseil des ministres a résolu de faciliter l'équilibre du budget de 1889-90 en retirant du budget ordinaire les crédits de 45 millions pour les travaux publics, qui seront réunis sous forme de budget extraordinaire avec le matériel de guerre, les constructions navales et les subventions aux chemins de fer. On fera une émission de 600 millions de francs à 4 0/0 amortissable en trente ans pour couvrir ces crédits extraordinaires.

Le ministre des finances n'est pas disposé pour le moment à patronner la conversion des dettes cubaines, ni l'emprunt de la ville de Madrid.

Dépêches particulières du *Temps*:

Madrid, 13 novembre, 10 h. 30.

Le gouvernement a résolu de poursuivre devant les tribunaux les journaux qui ont reproduit la protestation du Cercle conservateur stigmatisant les autorités de la capitale. Il a également télégraphié aux autorités de province de ne plus tolérer de démonstrations et de les réprimer vigoureusement si elles prenaient un caractère séditieux.

Les événements récents n'ont changé rien à la ligne de conduite de M. Sagasta; il accepterai les débats dans les Cortes et posera la question de confiance. La solution de la crise dépend entièrement du sang-froid de la régente et de la question de savoir si elle résistera aux nombreuses influences de son entourage qui cherchent à lui faire croire que le trône de son fils est menacé par la révolution, si elle ne congédie pas le gouvernement libéral, dont la faiblesse et la complaisance lui ont fait des républicains. La situation politique est jugée grave par MM. Castelar, Canovas, Lopez-Dominguez, Martos.

Les républicains avancés, comprenant le parti qu'ils pourront tirer si la régente se tourne vers la réaction, font le jeu des conservateurs en affectant de donner un caractère républicain aux récentes démonstrations des étudiants.

Madrid, 15 novembre, 9 h. 50.

MM. Monteto Rios et Alonzo Martinez, qui ont été chargés de rédiger le projet de loi pour le rétablissement du suffrage universel, ont remis leur travail à M. Moret, qui déposera le projet de loi aux Cortes le jour de l'ouverture de la session. Dans ce projet, la dignité de votant est reconnu à tout citoyen moyennant certaines conditions de résidence.

Selon un manifeste de M. Pi y Margall, publié aujourd'hui, ses conférences à Paris avec M. Zorrilla n'ont pas abouti à une coalition des républicains fédéralistes et progressistes, parce que M. Zorrilla n'a pas voulu accepter les propositions des fédéralistes impliquant son retour en Espagne, et leur a fait des contre-propositions que M. Pi y Margall a jugées inacceptables. Les fédéralistes continueront seuls leur campagne.

L'agitation parmi les étudiants est complètement apaisée en province.

Belgique.

Nous lisons, dans l'un des derniers numéros du *Temps*, de Paris:

L'*Etoile belge* rapporte que les administrateurs du théâtre flamand ont été reçus, il y a quelques jours, par le roi des Belges qui, après avoir parlé de la mission du théâtre flamand, a prononcé les paroles suivantes:

"Quand on vit à la grâce de Dieu ou que l'on est largement favorisé par la fortune, on a peu de souci; mais lorsqu'on appartient à un petit pays, lorsqu'on est dans la situation des Belges, on doit être prudent. Nous avons toujours subi les dominations étrangères, mais voilà cinquante-sept ans que nous formons un Etat indépendant. Il s'agit de veiller à notre indépendance si nous voulons la conserver.

"Il y a constamment des dangers à l'horizon. Nous devons être prêts. Nous sommes petits, soyons vigilants.

"Je ne demanderais pas mieux que de pouvoir toujours dire des choses agréables à mes compatriotes; cela me vaudrait plus d'acclamations, mais il faut bien que je leur fasse connaître, franchement, la vérité.

"Je suis un vieux serviteur et je tiens à être un bon serviteur: tous les Belges devraient avoir cette aspiration."

L'*Indépendance belge* publie une dépêche de Madrid, disant qu'on s'occupe toujours beaucoup de l'attitude éventuelle de l'Espagne dans un conflit européen. Il paraît que M. de la Vega de Armijo a la volonté de ne rien modifier à la ligne politique suivie par son prédécesseur, M. Moret.

"Pour le moment, il n'a aucune arrière-pensée d'alliance, l'Espagne voulant conserver une liberté d'action complète en cas de guerre entre la France et la triple alliance.

"La Régence et ses conseillers actuels désirent garder une attitude expectante, tout en rassurant les liens d'amitié qui l'unissent à l'Angleterre, à l'Italie et à l'Allemagne.

"L'opinion est favorable à cette neutralité dans la crainte de voir la France aider les républicains et les réfugiés espagnols. L'Espagne se trouve ainsi obligée de repousser les avances de la triple alliance."

Le 11 novembre, a eu lieu, à Bruxelles, la clôture de l'exposition, en présence du comte de Flandre, du prince Baudoin, de plusieurs ministres et personnages officiels.

Il a été donné solennellement lecture de plusieurs des récompenses obtenues.

M. Muret, commissaire général de la section française, a été nommé commandeur de l'ordre de Léopold, et M. Ch. Rolland, délégué français, a été nommé officier du même ordre.

Contrairement à ce qui a été annoncé par un journal parisien, il est inexact que M. l'Prêtre-Orban ait l'intention d'interpeller le gouvernement au sujet du prétendu traité conclu entre le roi Léopold et l'Allemagne.

LES BELGES HABITANT LA FRANCE.—LEUR DEMANDE DE NATURALISATION AU GOUVERNEMENT FRANÇAIS.—LEUR LETTRE AU PRÉSIDENT DU CONSEIL DES MINISTRES.—Nous avons dit, hier, que les Belges qui habitent la France ont tenu, le 12 novembre, à Paris, une réunion publique sous la présidence de M. Hess, pour demander au gouvernement français de leur accorder la naturalisation en leur faisant remise des frais. Voici la lettre qu'ils ont adressée au président du conseil des ministres:

Les Belges habitant la France, assemblés en réunion publique à Paris, le 11 novembre, remercient la France de l'hospitalité si fraternelle et si large qu'elle leur a toujours accordée.

Les Belges, interprètes des sentiments de la majorité de leurs compatriotes, n'oublient ses que la France les a aidés par les armes à conquérir leur indépendance, qu'elle marche à la tête des nations vers la science et vers la liberté, qu'elle est la patrie intellectuelle de tout homme de progrès.

Ils considèrent comme un devoir de lui témoigner hautement toute leur sympathie.

Après le vote de cette adresse, on a donné lecture d'une pétition en faveur des nègres pour lui demander la naturalisation gratuite. Cette pétition, trop longue pour être relatée ici *in extenso*, renferme ces deux idées: "Convaincus que tout homme qui fixe sa résidence définitive dans un pays où il trouve travail, aide et protection, doit revendiquer le partage des charges et des devoirs incombant aux citoyens de ce pays, de même que l'honneur de pouvoir concourir à sa défense; rappelant que beaucoup d'entre eux ont servi sous les drapeaux en 1870—les soussignés ont l'honneur de solliciter des pouvoirs publics de France la faveur de la naturalisation."

Plus loin:

"En obtenant la faveur d'être Français, ils rendront à la patrie française des enfants qu'elle a instruits et guidés, qui seront pour elle des fils reconnaissants."

M. Pusch, avocat à la cour d'appel, a donné ensuite quelques conseils pratiques sur les formalités à remplir; il a annoncé que plus de deux mille Belges ont déjà donné leur adhésion, et qu'un registre a été déposé au fond de la salle pour recevoir les nouvelles signatures.

Après avoir offert ses remerciements à la presse tout entière, le président a levé la séance en annonçant que le relignat des sommes versées à l'entrée par les assistants serait envoyé aux victimes de la catastrophe de Oranego, pour être distribuées par les soins de les nombreux.

A ce moment, un cri de: "Vive la France!" a été encore une fois poussé par tous les assistants, et la foule s'est écoulée lentement et dans l'ordre le plus parfait, en chantant la *Marseillaise*.

Deux bons compagnons sont attablés dans un cabaret. Ils discutent gravement de la sobriété.

—Croiriez-vous, père Soiffard, que je ne me suis jamais vu gris?

—Ah! bah!

—Jamais. Quand je suis gris, je n'y vois plus.

Il est question d'un individu qui est depuis longtemps à la recherche d'une place, mais qui, vu son inaapacité, ne trouve rien:

—On peut dire, s'écrie Bobinard, qu'il erre comme un âne en pesne!

SOUGERON-TANSEY.—Marié, le 27 novembre 1888, aux Opelousas, à l'église Ste Marie, par le Rév. Père F. Raymond, GEORGE W. SOUGERON, de la Nlle Orléans à Mlle GEORGIE M. TANSEY, des Opelousas.

Pas de cartes. 29 nov—1f

GOYES.—Décédée ce matin, 28 novembre 1888, à 3 heures Mme ANGELIQUE GOYES, dit Gugue, âgée de 70 ans, native de Vic de Bigorre, département des Hautes Pyrénées, canton de Tarbes, France. Ses amis et connaissances sont respectueusement invités à assister à l'enterrement, qui aura lieu aujourd'hui 29 novembre, à 2 heures P. M. Le corps est exposé en cognure Dauphine et Bolegne.

De la part de sa famille.

Loge Persévérance No 4. Ils plu au G. A. D. L. de rappeler à un notre F. A. LANOTTE âgé de 43 ans, natif de Belgique, décédé hier à 4 heures p. m. Les FF. de cette Loge sont instamment requis d'assister à son enterrement qui aura lieu aujourd'hui à 4 heures p. m. Le convoi partira de l'encognure des rues St Pierre et Bourgogne où le corps est exposé.

Par ordre du Vén. J. MAGENDIE, Sec.

29 nov—1f

J'viens d'être nommé SEUL AGENT de la NAPA VALLEY WINE CO pour la vente du célèbre vin rouge

PRIVATE STOCK,

source de cet excellent vin, classe et qui se vends à $6.50 la caisse—grandes bouteilles. Ce vin est de qualité supérieure. Les personnes désirant boire les meilleurs vins de la Californie doivent goûter de celui-ci. ERNEST CAILLERE

10 déc—1 an 15 rue Carondelet.

TO-KALON.

Avis—M. Philippe Forget, propriétaire du restaurant populaire du No 40 de la rue Dauphine annonce aux amateurs de bons vins et de bonne cuisine qu'il vient de s'attacher un cuisinier bien connu pour ses succès dans la cuisine de Tokalon No 1. Dîners et déjeuners à 50 cents avec une demi bouteille de Tokalon No 2. Pour 5 cents de plus on a une demi bouteille Tokalon No 1. On trouvera aussi les meilleurs crus des vins de Californie à son magasin 530 rue Royale entre St Pierre et Toulouse. 4 oct—au17déc

AVIS.

Bureau de la Pelican Brewing Co.—Nouvelle-Orléans, 26 novembre 1888.—Les livres des transferts de cette compagnie seront clos jusqu'au 1er janvier à partir du 1er décembre 1888.

CHAS J. SCHUMACHER, Secrétaire et Trésorier.

29 nov—au 8 déc incl

AVANT vendu mon intérêt dans l'établissement No 249 rue Royale, connu sous le nom de KROLL & BRAQUET, entrepreneurs de pompes funèbres, à MADAME BRAQUET, mon ex associé, je prie le public et mes amis de continuer leur le patronage à mon ex associé, Mme BRAQUET.

29 nov—4f F. O. KROLL.

Compagnie d'aménagement des terres marécageuses de la Nouvelle-Orléans

(N. O. Swamp Land Reclamation Co.)—Les titres de souscription au fonds capital de cette compagnie sont ouverts au bureau de

CHAS. LOUQUE,
29 nov—7f 31, rue Carondelet.

Membres Artificiels

Bandages herniaires et appareils chirurgicaux faits sur commande et appliqués par

A. McDERMOTT,
200 St-Charles, entre Julie et St-Joseph.
31 mai—1 an

R. N. OGDEN,
AVOCAT,
3 1/2 RUE CARONDELET.
14 nov—1m

EUGÈNE BRAQUET
Successeurs de Pierre Dufort.
Entrepreneurs de Pompes funèbres
249.....Rue Royale.....249
Téléphone 710. 14oct—1an

CHEMISIER PARISIEN
E. RIGAUT,
Coupeur des premières maisons de Paris
465 Sixth Avenue, New York.
Sur mesure, 6 chemises Wamsutta, $9.
Réparation rois, devants, manchettes.
Spécialité de chemises, caleçons, gilets de flanelle. 1er sept—1an—Dim Mar Jeu.

Avis.

SPEAR & ESCOFFIER, encaisseurs, préviennent leur nombreuse clientèle qu'ils ont transféré leurs bureaux du No 46 rue Royale au No 3 1/2, rue Carondelet. 30oct—1m

LEON QUEYROUZE,
"GROCER" EN GROS,
—Importateur de—
VINS ET LIQUEURS
—Et marchand de—
Produits des Campagnes et de l'Ouest
97 RUE BOURBON.

Bureau de la Compagnie d'Assurances du Sud de la Nlle-Orléans.—No 54 rue du Camp—Nlle-Orléans, 17 novembre 1888. Conformément à l'Art. IV de la Charte, avis est par le présent donné aux actionnaires qu'une élection pour directeurs de cette compagnie, pour un terme pour l'année suivante, aura lieu à son bureau le LUNDI, 3me jour de décembre, 1888, de 11 heures